



Des dirigeants israéliens bientôt devant la Cour pénale internationale?

Par [Dominique Muselet](#)

Mondialisation.ca, 13 novembre 2023

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#),
[Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#)

La dernière vidéo quotidienne d'[Alexander Mercouris](#) est particulièrement intéressante. Alexander Mercouris est un journaliste britannico-grec, spécialisé dans le droit et la géopolitique. Il a créé avec son compère Alex Christoforou le site de réinformation [The Duran](#), qui fournit des analyses indépendantes sur les événements mondiaux. Il vit à Londres pendant que son collègue, Alex Christoforou, basé à Chypres, parcourt l'Europe et nous la fait découvrir avec ses vidéos de plein air, où il commente, avec verve et ironie, les clowneries dramatiques de dirigeants occidentaux incompetents et arrogants, aux prises avec des bouleversements mondiaux qui leur font perdre les pédales.

.

Un cessez le feu et une plainte devant la CPI

Sa dernière vidéo, publiée la nuit dernière (la nuit du 12 au 13 novembre 2023), porte principalement sur le **siège de l'hôpital Al-Shifa**, au nord de la bande de Gaza, par l'armée d'occupation israélienne, sur **la réunion conjointe de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI)** organisée en urgence à Riyad, la capitale de l'Arabie saoudite, samedi dernier (11 novembre 2023), pour discuter de la situation à Gaza, et sur l'éventualité que **des officiels israéliens soient traduits devant la Cour pénale internationale (CPI)**.



A l'hôpital al-Shifa dans la ville de Gaza, le 10 novembre 2023. Capture d'écran.

Il explique que le siège de l'hôpital, à la vue et au su du monde entier, est une erreur stratégique et politique majeure car aucun argument ne peut justifier l'attaque d'un hôpital comme Al-Shifa. Les peuples du monde entier, y compris de plus en plus d'occidentaux, sont révoltés par toutes les horreurs et les crimes que commettent, dans leur mégalomanie, Netanyahu et l'état-major israélien.

C'est la raison pour laquelle tous les pays musulmans étaient représentés à la réunion conjointe de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Alexander Mercouris parle des mesures proposées par certains états pour forcer un cessez-le-feu, comme un **embargo sur le pétrole et le gaz ou la fermeture de l'espace aérien musulman à Israël et ses soutiens**. C'est, comme on pouvait s'y attendre, le président iranien, **Ebrahim Raïssi**, qui a été le plus virulent comme le rapporte [Press TV](#), qui, bizarrement, n'est pas encore interdit en France. Toutes ces propositions ont été rejetées par les états du golf. A juste titre, selon Mercouris, car elles auraient eu pour conséquence d'augmenter le soutien à Israël, déjà souvent « inconditionnel », des pays occidentaux qui auraient souffert de ces mesures. A la place, **les états musulmans ont mis l'accent sur les crimes d'Israël, réclamé un cessez-le-feu et une Conférence pour la paix** (qui priverait les Etats-Unis de leur rôle traditionnel de médiateur entre Israël et les Palestiniens) **et enfin posé les bases d'une plainte pour crimes de guerres contre Israël devant la Cour pénale internationale (CPI)**. Mercouris pense qu'elle a des chances d'aboutir

parce que, même si Karim Khan, le nouveau procureur de la CPI, est beaucoup moins indépendant et courageux que Fatou Bensouda, la précédente procureure, il lui sera difficile de traîner indéfiniment les pieds sans mettre en danger la survie de la CPI elle-même. Karim Khan s'est en effet empressé de satisfaire aux exigences des Etats-Unis et de leurs valets européens en condamnant Poutine pour des raisons très contestables et en lançant un mandat international d'arrêt contre lui. Comment pourrait-il laisser passer les crimes israéliens annoncés, perpétrés et revendiqués par les officiels israéliens eux-mêmes ?

C'est aussi l'avis de [Christophe Oberlin](#), qui, dans une excellente vidéo du [Café marxiste](#), parle du livre intitulé « *Les dirigeants israéliens devant la cour pénale internationale* » qu'il a publié en 2020 pour décrire les aléas du recours à la CPI entamé, sous Fatou Bensouda, par plusieurs associations et avocats pour obliger l'Etat sioniste à rendre des comptes pour les crimes qu'il commet en Palestine depuis 1948. Christophe Oberlin connaît bien la bande de Gaza, car, en tant que chirurgien, il s'y rend 3 fois par an pour des missions chirurgicales.

Selon Oberlin, donc, si Karim Khan pouvait peut-être étouffer le recours avant la riposte barbare d'Israël à l'attaque du Hamas du 7 octobre, soutenue par les Etats-Unis et presque tous leurs valets européens, il lui sera beaucoup plus difficile de le faire maintenant après les massacres et les déclarations racistes et génocidaires des dirigeants israéliens.

Ses arguments me paraissent d'autant plus justes qu'il apparaît de plus en plus qu'une partie des atrocités perpétrées le 7 octobre, et imputées au Hamas, l'ont été en fait par l'armée d'occupation israélienne. L'indomptable et incorruptible [Michel Collon](#) l'explique dans une récente vidéo intitulée « *7 octobre : révélations sur les massacres - Le MédiaMensonge du Jour - n°10* » .

De plus, comme le souligne Alexander Mercouris, l'Assemblée générale des Nations Unies, qui est devenue l'instance réellement représentative de l'ONU du fait que le Conseil de sécurité est bloqué par le système de veto, est aux trois-quarts en faveur d'un recours contre Israël à la CPI ; si un vote était conduit là-dessus, l'Occident serait complètement isolé et discrédité par son refus de mettre fin aux crimes de son protégé.

La censure

Pendant ce temps, en Occident, la propagande et la censure battent leur plein. J'ai traduit dernièrement un article de **Philip Giraldi** intitulé : « L'exception israélienne à la liberté d'expression. La mainmise d'Israël sur la politique étrangère américaine doit être dénoncée et écartée. » et sous-titré « *La politique étrangère américaine doit se libérer de l'emprise israélienne* », dans lequel il décrit l'ignominieuse Résolution de censure dont a été victime **la député Rashida Tlaib**, à la Chambre des représentants des États-Unis, « *pour le crime d'être d'ascendance palestinienne et de s'élever contre le génocide actuel de son peuple par l'État juif. Presque tous les républicains ont voté pour la condamner, de même qu'un nombre considérable de ses collègues démocrates* ».



En France, on a droit au battage contre l'antisémitisme, à grand renfort de propagande médiatique et étatique et de manifestations sponsorisées par le CRIF, pour dissimuler et blanchir les crimes de l'entité sioniste et... les nôtres, car il suffirait que l'US/UE coupe ses



aides à Israël pour qu'il soit obligé d'arrêter les massacres et de composer avec ses voisins. Mais les sponsors occidentaux de l'état hébreu veulent maintenir au Moyen Orient le porte-avion américain qu'est Israël pour contrôler les flux d'énergie mondiale. Le nettoyage ethnique des Palestiniens qui dure depuis 70 ans avec, entre autres, l'assassinat massif et répété de civils, aux deux tiers des femmes et des enfants, n'est pas cher payé par rapport aux 500 000 enfants assassinés par l'OTAN en Irak et il « *vaut certainement la peine* », comme le confirmerait, sans nul doute, **la criminelle Madeleine Albright** si elle était toujours vivante. Je n'ai pas de chiffres précis des victimes du massacre en cours car le Hamas semble avoir perdu le compte et, sur Google, je suis remontée jusqu'à la 8^e page sans trouver une source médiatique qui dépasse les 9000 ! La censure s'abat même sur le nombre certainement sous-évalué des morts à Gaza...

La curée assortie de menaces de toutes sortes s'intensifie contre la France insoumise (LFI) qui a eu l'audace de ne pas participer à la marche officielle contre l'antisémitisme. Elle est comme de bien entendu menée par les organes officiels de la bien-

pensance mondialiste qui viennent de trouver en la personne du malheureux David Guiraud une cible commode. [Le Monde](#) mène le bal. Avec son hypocrisie habituelle, l'ex journal de référence titre : « *Le député LFI sous le feu des critiques après avoir lié Israël aux massacres de Sabra et Chatila* » avec en sous-titre : « *Plusieurs parlementaires ont annoncé leur intention de signaler ces propos à la justice. Le député « insoumis » a ensuite nié toute minimisation de l'attaque du 7 octobre* ». Ce qui est intéressant dans l'affaire, c'est que tout le monde sait que c'est bien en effet Israël qui a lâché les milices chrétiennes dans les camps de réfugiés de **Sabra et Chatila** et les a encouragées à massacrer le plus de Palestiniens possible. Mais la propagande officielle se moque complètement des faits que le pauvre David Guiraud s'époumone à rappeler en pure perte.

Commémoration des 41 ans du massacre de Sabra et Chatila



Sabra et Chatila: 41 ans après, retour sur un massacre impuni

source : <https://french.wafa.ps/Pages/Details/210455>

Ouest France n'a pas besoin de faire semblant d'être neutre, et donc il frappe carrément sous la ceinture : « *Sondage : plus de la moitié des Français pensent que LFI est dangereux pour la démocratie* ». Plus dangereux même que le RN (45% contre 42%) ! fait semblant de s'étonner le journal de caniveau...

Bien sûr on peut regretter que la raison invoquée par la FI pour justifier son absence soit la présence du RN - que la LFI s'obstine à considérer d'extrême-droite et raciste, comme si l'extrême-centre au pouvoir ne l'était pas tout autant -, alors que la vraie raison est plutôt, à

mon avis, que la LFI ne veut pas cautionner l'instrumentalisation de l'antisémitisme et de la communauté juive pour mettre le nettoyage ethnique de la Palestine sous le tapis. Certes, c'est plus délicat à expliquer dans la mesure où la communauté juive est ravie d'être instrumentalisée de la sorte.



Une des récentes manifestations, parmi les plus dégoûtantes et les plus grotesques, de la censure française est rapportée par le [Media en 442](#). L'article est titré : « Sept ans de prison et une amende de 100 000 euros pour avoir ironisé sur une fake-news ? Palmade toujours libre ! » :

« L'influenceuse, Warda Anwar, interpellée jeudi dernier, comparâtra devant le tribunal correctionnel de Paris le 22 novembre. Elle sera jugée pour « apologie du terrorisme utilisant un service de communication au public en ligne » et « provocation publique à la haine, à la violence ou à la discrimination à raison de l'origine, l'ethnie, la nation, la race ou la religion » .

« Le motif de cette affaire remonte à une vidéo publiée sur Instagram, où la jeune femme avait sarcastiquement commenté les actions du Hamas lors de son attaque en Israël, en réaction à des rumeurs non confirmées sur un bébé prétendument placé dans un four.

« »L'histoire du bébé qui a été mis dans le four, je me pose la question s'ils ont mis du sel, du poivre... S'ils ont mis du thym ? » avait-elle déclaré. Elle risque jusqu'à sept ans de prison et une amende de 100 000 euros ».

C'est la même fake news sur le bébé mis au four par le Hamas qui est à l'origine des déboires de Davis Giraud. En France aujourd'hui, on a le droit de répandre des fake-news, mais pas celui de les dénoncer de quelque manière que ce soit.

Israël :

Des Palestiniens arrêtés pour « terrorisme » à cause d'un statut WhatsApp | Al Jazeera Newsfeed

En apprenant les malheurs judiciaires de la malheureuse bloggeuse, j'ai repensé au roman de **Milan Kundera**, [La plaisanterie](#). Voici le résumé qu'en fait Wikipedia :

« Ludvik Jahn, étudiant et militant communiste, est exclu du Parti, renvoyé de l'université et enrôlé de force dans l'armée avec les « noirs » (déviant politiques et ennemis de classe du régime socialiste tchèque) pour avoir, dans une carte postale destinée à une jeune étudiante qu'il courtisait, inscrit une phrase au second degré : « L'optimisme est l'opium du genre humain ! L'esprit saint pue la connerie ! Vive Trotski ! « »

C'est étonnant comme l'empire américain a pris tous les pires travers de l'empire soviétique, mais pas ses bons côtés (gratuité des études, des transports, des soins, etc).

Bizarrement, c'est encore en Israël que la censure est la moins forte. Imaginez ce qui arriverait à un journaliste français qui oserait dire ce qu'a dit **Gideon Levy**, éditorialiste à *Haaretz*, le plus grand quotidien de gauche en Israël :

« La société israélienne s'est enfermée derrière des boucliers, des murs, non seulement physiques mais aussi mentaux. Je vais simplement énoncer les trois principes qui nous permettent, à nous Israéliens, de vivre avec cette réalité brutale :

« A. La plupart, sinon tous les Israéliens, croient profondément que nous sommes le peuple élu. Et si nous sommes le peuple élu, nous avons le droit de faire ce que nous voulons !

« B. Il n'y a jamais eu dans l'Histoire une occupation où l'occupant se présentait comme la victime. Non seulement la victime, mais la seule victime ! Les Israéliens peuvent vivre en paix avec eux-mêmes parce que nous sommes les victimes !

« C. Mais le troisième ensemble de valeurs est le plus dangereux. C'est la déshumanisation systémique des Palestiniens, qui nous permet à nous, Israéliens, de garder bonne conscience, car s'ils ne sont pas des êtres humains comme nous, alors les droits humains ne s'appliquent pas ! »

[À VOIR ABSOLUMENT] [#GideonLevy](#), éditorialiste à [#Haaretz](#), le plus grand quotidien de gauche en Israël.

« La société israélienne s'est enfermée derrière des boucliers, des murs, non seulement physiques mais aussi mentaux. Je vais simplement énoncer les trois principes (Israël... pic.twitter.com/7mpXMOKf4O

— Bernard GEORGES ██████████ (@BdGEORGES) [November 10, 2023](#)

Dominique Muselet

Montreuil, le 13 novembre 2023

Articles Par : **[Dominique Muselet](#)**

A propos :

Dominique Muselet a passé la première partie de sa vie dans le Nord de la France. Après des études universitaires, elle a enseigné quelques années en Collège, avant de passer dans le monde de l'entreprise, à différents postes de direction. Elle a vécu dans plusieurs pays étrangers : Cameroun, Canada, Inde, Palestine/Israël, Mexique. Ces séjours prolongés dans des pays pour beaucoup soumis à l'impérialisme occidental, l'ont aidée à mieux comprendre les rapports de force géopolitiques. La tragédie que vivent les Palestiniens et leur lutte pour la liberté l'ont particulièrement touchée. Depuis qu'elle est revenue s'installer en France à Paris, elle s'efforce de partager sa large expérience économique, politique, géopolitique et spirituelle à travers ses traductions et ses articles.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca